

En France, la consommation semble repartir

Les dépenses des ménages en biens ont crû de 1,2 % en janvier. Un signal positif pour l'activité s'il se confirmait

faut-il voir les premiers signes d'une véritable reprise? Après des mois de morosité et de quasi-stagnation, la consommation en France semble enfin sortir de sa torpeur. Les dépenses des ménages en biens ont crû de 1,2 % en janvier, selon les données publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), jeudi 28 février. Une bonne nouvelle pour l'activité, si le rebond venait à se confirmer.

Car c'est la consommation qui est le principal moteur de la croissance en France. Un moteur très dépendant des fluctuations du pouvoir d'achat et qui toussote depuis fin 2017. Théoriquement, il aurait dû redémarrer à l'automne 2018, avec la suppression des cotisations salariales et la baisse de la taxe d'habitation. C'est, du moins, ce qu'espéraient le gouvernement et les conjoncturistes avant que s'emballent les prix de l'essence et le mouvement des « gilets jaunes »...

Plombée par les blocages et les manifestations, la consommation a plongé de 1,5 % en décembre. Le coup a été très rude pour le commerce de détail, les transports et l'hôtellerie-restauration. Tous secteurs confondus, la crise aurait coûté, non plus 0,1, mais 0,2 point de croissance trimestrielle au pays, d'après le ministre de l'économie, Bruno Le Maire.

Est-on finalement sorti de l'ornière? Pour Stéphane Colliac, économiste auprès de l'assureur-crédit Euler Hermes, il est encore trop tôt pour parler d'embellie. « L'heure est surtout au rattrapage, estime-t-il. La tendance reste en deçà des niveaux d'octobre 2018, même si on compense un peu les baisses des mois précédents. »

Le détail des chiffres de la demande incite en effet à la prudence: l'essentiel du rebond tient à la consommation de gaz et d'électricité. Un pur effet de la météo... Après des températures anormalement clémentes en décembre, le mercure est redescendu en janvier, poussant les ménages à se chauffer davantage.

Du côté des autres postes de dépenses, on retiendra surtout la progression des achats de voitures neuves, de téléphones et de téléviseurs. Le secteur de l'habillement et du textile, pourtant en pleine crise, a également bénéficié

d'un léger regain. « C'est encourageant », reconnaît Hélène Baudchon, économiste chez BNP Paribas, mais « on est encore loin de ce que la dynamique du pouvoir d'achat laisserait espérer ».

« Impulsion budgétaire »

« Le problème, rappelle Stéphane Colliac, c'est que les gains de pouvoir d'achat n'ont pas été équitablement répartis. En 2018, la moitié de la manne a été captée par ceux qui ont bénéficié de la baisse de la fiscalité du capital. » Pour les autres, l'évolution du pouvoir d'achat dépend surtout de celle des revenus, et donc généralement des salaires. « Or, remarque l'analyste, ces derniers progressent très lentement. »

Echaudés par le climat social, les ménages ont-ils préféré épargner? Ce qui est sûr, c'est que certains ont puisé dans leurs écono-

mies l'an passé pour compenser la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) et celle des prix à la pompe, et qu'ils ont tout fait, ensuite, pour reconstituer leur bas de laine en fin d'année. Le taux d'épargne en 2018 est passé de 13,7 % au premier trimestre à près de 15,6 % au dernier, selon l'Insee. Si ce dernier se maintenait à un niveau élevé en 2019, la dynamique entière de l'activité s'en ressentirait.

Alors qu'en Allemagne, ce sont les exportations qui tirent la croissance, en France, c'est la demande intérieure qui fait traditionnellement office de locomotive. Macroéconomiquement, les dépenses des ménages pèsent près de 55 % du produit intérieur brut (PIB). Leur faible progression l'an dernier a beaucoup contribué au ralentissement de la croissance, qui a atteint environ

1,5 % sur 2018. Qu'en sera-t-il cette année?

Les quelque 10 milliards d'euros lâchés par Emmanuel Macron en décembre pour calmer la colère des ronds-points représentent « une impulsion budgétaire non négligeable », rappelle Hélène Baudchon. Gonflement de la prime d'activité, annulation de la hausse de la CSG sur les retraités de moins de 2 000 euros, défiscalisation doublée de l'exonération de charges sociales des heures supplémentaires... Taillées pour les classes moyennes et les bas revenus, ces mesures devraient bénéficier à des personnes dont le pouvoir d'achat a souffert l'an dernier.

Elles ont sans doute d'ores et déjà contribué à apaiser certains angoisses. Le moral des ménages, qui s'était effondré en décembre, a repris des couleurs en jan-

Si les perspectives d'emploi s'améliorent, le spectre d'un retour de l'inflation hante toujours les esprits

vier et en février. Interrogés sur leur niveau de vie futur, les Français sont de plus en plus nombreux à répondre positivement. « Les craintes concernant l'évolution du chômage diminuent très nettement en février », souligne également l'Insee.

Toutefois, si les perspectives d'emploi s'améliorent, le spectre d'un retour de l'inflation hante toujours les esprits. Plus que la

hausse de la fiscalité verte, c'est l'envolée des cours du pétrole qui avait grignoté le pouvoir d'achat en 2018. Le baril de Brent, retombé à 50 dollars (44 euros) fin décembre, s'est renchéri de 16 dollars ces derniers mois. Le prix des produits alimentaires a également grimpé depuis l'adoption de la loi alimentation. Inutile néanmoins de paniquer: l'inflation a atteint 1,3 % en février, bien loin des 2,3 % de l'été dernier.

« L'histoire retiendra peut-être que les concessions obtenues par les « gilets jaunes » ont permis de rétablir un minimum de confiance et sauvé l'économie française », glissait, mardi 26 février, l'économiste Philippe Askenazy dans une chronique parue dans *Le Monde*. Un scénario qui ne pourra se réaliser que si la consommation redécoule pour de bon. ■

ÉLISE BARTHET

La consommation des ménages rebondit...
ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES, EN %

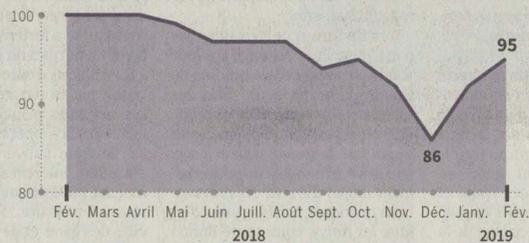


... mais ne suit pas totalement le pouvoir d'achat
ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES, EN %



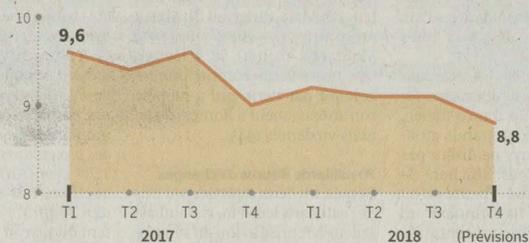
* Estimation

Un indice de confiance qui augmente...
ÉVOLUTION DE L'INDICE DE CONFIANCE DES MÉNAGES,
SELON UN INDICATEUR SYNTHÉTIQUE**



** Indicateur normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10

... et un chômage qui baisse légèrement
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE, EN %



INFOGRAPHIE LE MONDE

SOURCE : INSEE